

## SOLIDARITE RAMADHAN A SKIKDA

## La DOS de Sonatrach offre des dons alimentaires à 400 familles

Une opération de don de denrées alimentaires à l'occasion du Ramadhan a été initiée par la DOS de Sonatrach, région OSL de Skikda. Elle a ciblé 400 familles de 16 communes.

La cérémonie d'attribution s'est déroulée, jeudi, au club du camp Caravanning, à la station balnéaire Larbi-Ben-M'hidi, en présence du chef de région, Tamri Othmane, du P-DG de l'EGZIK, du sous-directeur du GL1K, des représentants syndicaux de cette même entreprise et autres cadres de ladite direction ainsi que le SG et un élu de la commune de Harrouche, l'unique région à avoir dépêché des représentants accompagnés de quatre familles, lesquelles auraient préféré se déplacer sur les lieux.

L'opération est la troisième du genre à avoir été lancée par la DOS durant ces dernières années. Habituellement ne touchant que les travailleurs de

Sonatrach, l'action de solidarité a concerné pour la première fois les familles n'exerçant pas au sein de l'entreprise. A titre d'information, la dernière en date a touché treize wilayas dépendant de la région de Skikda et qui s'étendent de Skikda à Khenchela et de Tarf à Bordj-Bou-Arréridj.

La tâche de l'organisme initiateur s'est limitée à deux actions. La première consiste en l'achat des aliments devant couvrir les besoins des ménages pendant toute la durée du mois de carême, une étude au préalable aurait été effectuée, pour reprendre un représentant de la DOS, laquelle a permis de doter chaque famille d'un couffin d'une valeur de 6 000 DA, soit trois fois le montant fixé par les dons des collectivités locales, qui est de 2000 DA. La deuxième concerne la distribution des produits alimentaires, que ce soit sur place ou à travers le déplacement jus-

qu'aux contrées reculées pour approvisionner les familles, via leurs élus locaux respectifs. Cette dernière doit être caractérisée par deux aspects : la transparence et le souci de ne pas toucher à la quantité donnée ; "en aucun cas on ne doit y toucher, même au motif de la fragmenter afin d'en faire bénéficier d'autres familles", nous dira le chef de région OSL Skikda. "A titre d'exemple, nous avons prévu 4 boîtes de lait en poudre pour chaque famille. Il faut que cela arrive à destination sans réduire la quantité fixée", a-t-il ajouté.

En revanche, le recensement des familles démunies est à l'actif des P/APC, les seuls en mesure de connaître la situation sociale de leurs électeurs, et c'est à la DAS que revient la mission de communiquer les noms potentiellement "éligibles" à la démarche d'aide.

Comme déjà rapporté, ce

sont 16 communes relevant de 7 dairas (Skikda, El-Hadaïek, Harrouche, Ouled-Attia, Collo, Zitouna et Azzaba) qui sont concernées, à savoir Skikda, Aïn-Zouit, El Hadaïek, Ouled-Hababa, Zerdezas, El-Harrouche, Emzedj-Edchiche, Ouled-Attia, Khenak-Mayoune, Chréa, Béni-Zid, Collo, Zitouna, Essebt, Leghdir et Azzaba.

Détail important : il manque à ce listing la commune de Tamalou, pourtant l'une des plus déshéritées de la wilaya. Elle est la première dans le classement des communes touchées par la prime d'aide scolaire de 2000 DA. En témoigne le nombre de 11 500 élèves recensés, soit plus que la commune du chef-lieu, deuxième, avec 10 500 élèves.

Dans le même contexte, il y a lieu de souligner aussi que 6 000 couffins seront distribués, toujours par la DOS de Sonatrach.

SALON NATIONAL  
DU COUSCOUS  
A MILALa fête était  
totale

La commune de Annaba enregistre des défaillances dans la gestion à tous les niveaux. C'est le constat qui a été fait par le wali de Annaba, Brahim Bengayou qui, lors d'une séance de travail urgente, mercredi dernier en début de soirée, au siège de la mairie, a adressé une sévère mise en garde aux élus et responsables de la commune, allant jusqu'à les qualifier d'"incapables" pour prendre en charge les préoccupations de la cité. Insalubrité des lieux, prolifération des ordures ménagères, débâblement des routes, pannes sur le réseau de l'éclairage public en différents endroits, expansion effrénée du marché informel, risque d'effondrement du vieux bâti, mauvais accueil des citoyens dans les structures administratives de l'APC sont autant de carences relevées par le premier responsable de la wilaya qui a souligné, à ce propos, que la ville de Annaba ne mérite pas de vivre une telle situation résultant du "laxisme", du "laisser aller" et de "l'insuffisance en matière de coordination, d'organisation et de mobilisation". "C'est inadmissible de voir le cadre de vie des citoyens se détériorer de plus en plus, alors que les moyens humains et matériels existent et sont largement suffisants pour soigner l'image de la ville de Annaba", a indiqué le wali qui a averti que si les choses ne changent pas positivement, il prendra des mesures nécessaires dans l'intérêt général. "Seuls les résultats, a-t-il poursuivi, comptent" s'inscrivant ainsi en porte-à-faux avec les "bonnes intentions" de certains élus qui ont tenté de "dédramatiser" la situation déplorable que connaît la ville de Annaba par des arguments qui ne tiennent pas la route et qui traduisent le retard dans le lancement des projets communaux de développement (PCD) et la faiblesse du taux de consommation des crédits. A titre indicatif, le budget de la commune de Annaba pour 2006 s'élève à 283 milliards de centimes dont 42 proviennent des caisses de l'Etat. Les restes à réaliser (RAR) sont estimés à quelque 53 milliards de centimes. L'équipe de l'APC de Annaba va-t-elle réagir rapidement à cette énième mise en garde du wali, ne serait-ce que pour sauver son mandat à quelques mois seulement de la prochaine échéance électorale?

A. M'haimoud

Activités ramadanesques au menu  
du forum de la radio locale

Le deuxième forum de la radio locale s'est tenu mardi à l'hôtel Essalem, en présence de la presse locale, des représentants de la DAS et de la Direction du commerce, des P/APC de Hamadi Krouma et de Bouchtata, sans celle de l'APC de Skikda. Y ont pris part également l'UGCAA, l'Asprodec (association de protection et de défense du consommateur) et plusieurs associations à caractère social et culturel.

Thème de la rencontre : "Les activités commerciales et les actions de solidarité durant le mois du Ramadhan". Ce dernier, mois de piété et de tolérance, est devenu l'opportunité en "or" pour les adeptes du "vampirisme" moderne afin de prôner leur "stratégie" qui vise à augmenter tous azimuts les prix des produits alimentaires. Un intervenant a donné l'exemple de la poire qui est passée de 50 à 80 DA. Et les faits illustratifs sont légion. A commencer par la "fameuse" bague de pain qui se vend à hauteur de 15 DA. Quotidiennement, les vendeurs étalent leurs corbeilles le long des trottoirs pour les fourguer aux citoyens qui n'en trouvent pas dans

les boulangeries. L'absence d'un contrôle rigoureux de la part des instances compétentes leur a permis une liberté de vente pour le moins déconcertante.

Tout au long de l'émission, d'une durée de 2 heures, le rôle des services de la Direction du commerce a été mis en exergue. D'emblée, son représentant a présenté le programme élaboré à l'occasion du Ramadhan. 20 brigades d'intervention dont 5 à Collo, Harrouche et Azzaba, seront déployées, avec à leur disposition quatre véhicules dont deux dégagés par la wilaya. Mission spéciale : le contrôle et la sensibilisation, même la nuit. L'intervenant nous déclare que 18 souks hebdomadaires seront implantés dans la deuxième quinzaine du Ramadhan, et ce, dans le souci de réguler la vente des habits, une activité qui connaît son essor à l'approche de chaque Aid El-Fitr.

Concernant le commerce informel, il dira que ce volet n'est pas concerné par les missions de la direction, "notre mission de contrôle ne cible, conformément à la réglementation en vigueur, que les commerçants exerçant

dans la légalité, munis d'un registre du commerce". Et d'enchaîner : "D'autres intervenants devraient s'impliquer dans la "chasse" aux vendeurs informels, la police et la gendarmerie nationale, particulièrement."

Les actions de solidarité connaîtront également leur summum durant ce mois, comme le démontrent les 20 restaurants dont 3 au chef-lieu — nombre jugé insuffisant par l'assistance — qui seront ouverts à travers les communes de Skikda. Enfin pas toutes. Le cas de Aïn-Kechra a été avancé par un confrère pour en justifier le manque. Faible générosité citoyenne et manque de moyens nécessaires en vue de la doter à l'instar d'autres régions, peut-être mieux loties, de restaurants de Rahma en sont les motifs invoqués par le directeur par intérim de la DAS. Ce dernier nous apprendra que toutes les démarches auraient été entreprises par le comité local de solidarité, présidé par le SG de la wilaya, et qui ont consisté au recensement d'environ 36 000 familles démunies et du dégagement de près de 6 milliards de centimes, fonds de wilaya, budgets communaux et dons de particuliers y compris, pour l'achat des denrées alimentaires composant "kouffate Ramadhan" et les plats chauds qui seront servis dans les restaurants précités.

Restera bien sûr la qualité des repas à servir. Car aux dires de quelques confrères, se basant sur leurs investigations durant les mois de Ramadhan passés, l'alimentation est parfois froide et non consistante. Le P/APC de Hamadi-Krouma a déclaré que trois restaurants sont programmés au niveau de sa circonscription, où près de 245 repas/jour seront servis, et ce, en plus 1 000 paniers qui ont été distribués à partir de jeudi.

Cette opération qui nécessitera une enveloppe financière de 340 millions de centimes et touchera près de 800 familles a vu l'implication des associations de quartier. En revanche, le P/APC de Bouchtata a relevé la situation désolante dans laquelle se morfond sa commune, l'une des plus pauvres de la wilaya. Une position qui lui permettra un montant de 40 millions de centimes, dans le cadre de l'essai d'essai des actions de solidarité.

Ce deuxième forum de la radio locale, outre l'offre d'une tribune de débat et de concertation, a permis aux consommateurs de "jubiler" de l'existence de l'association Asprodec, une "inconnue" qui existe depuis une dizaine d'années. Elle a pour mission de les défendre et les protéger !

Zaid Zoheir

GESTION DE L'APC DE ANNABA  
Le wali met en garde

La commune de Annaba enregistre des défaillances dans la gestion à tous les niveaux. C'est le constat qui a été fait par le wali de Annaba, Brahim Bengayou qui, lors d'une séance de travail urgente, mercredi dernier en début de soirée, au siège de la mairie, a adressé une sévère mise en garde aux élus et responsables de la commune, allant jusqu'à les qualifier d'"incapables" pour prendre en charge les préoccupations de la cité. Insalubrité des lieux, prolifération des ordures ménagères, débâblement des routes, pannes sur le réseau de l'éclairage public en différents endroits, expansion effrénée du marché informel, risque d'effondrement du vieux bâti, mauvais accueil des citoyens dans les structures administratives de

l'APC sont autant de carences relevées par le premier responsable de la wilaya qui a souligné, à ce propos, que la ville de Annaba ne mérite pas de vivre une telle situation résultant du "laxisme", du "laisser aller" et de "l'insuffisance en matière de coordination, d'organisation et de mobilisation". "C'est inadmissible de voir le cadre de vie des citoyens se détériorer de plus en plus, alors que les moyens humains et matériels existent et sont largement suffisants pour soigner l'image de la ville de Annaba", a indiqué le wali qui a averti que si les choses ne changent pas positivement, il prendra des mesures nécessaires dans l'intérêt général. "Seuls les résultats, a-t-il poursuivi, comptent" s'inscrivant ainsi en porte-à-faux avec les "bonnes intentions"

de certains élus qui ont tenté de "dédramatiser" la situation déplorable que connaît la ville de Annaba par des arguments qui ne tiennent pas la route et qui traduisent le retard dans le lancement des projets communaux de développement (PCD) et la faiblesse du taux de consommation des crédits. A titre indicatif, le budget de la commune de Annaba pour 2006 s'élève à 283 milliards de centimes dont 42 proviennent des caisses de l'Etat. Les restes à réaliser (RAR) sont estimés à quelque 53 milliards de centimes.

L'équipe de l'APC de Annaba va-t-elle réagir rapidement à cette énième mise en garde du wali, ne serait-ce que pour sauver son mandat à quelques mois seulement de la prochaine échéance électorale?

Nabil Kebaili

## AIN M'LILA

Après la confirmation  
de 5 cas de typhoïde,  
l'inquiétude dissipée

Le nombre de cas confirmés de typhoïde s'est élevé jusqu'à vendredi à 5 cas avec pas moins de 14 personnes dont 7 femmes se trouvaient à l'hôpital au moment de notre passage. Pratiquement, toutes les personnes hospitalisées proviennent du quartier "Termitte" que nous avons visité.

Des habitants qui vivent dans cette cité nous ont fait savoir qu'ils consomment normalement de

l'eau du robinet, sans aucun problème. Restent les qu'ils pourraient être la cause de ces cas qui semblent isolés comparativement à la catastrophe de l'année dernière. L'hôpital Amirat de Aïn M'lila est relativement calme. Ce qui implique, selon toute évidence, que la situation est maîtrisée mais la vigilance est de mise.

Nasreddine Bakha